

Politiques Publiques, Insertion Des Jeunes Et Secteurs d'Emplois d'Actualite

Dr. Pony Lucas

Enseignant / Expert en Banque et Micro-finance
Université de Dschang / Facultés des Sciences Economiques et de Gestion,
Cameroon

Doi:10.19044/esj.2018.v14n16p144 [URL:http://dx.doi.org/10.19044/esj.2018.v14n16p144](http://dx.doi.org/10.19044/esj.2018.v14n16p144)

Abstract

This paper focuses on open public policies that are related to youth employment and hence to human capital or skills training. From the objective of this study, it is important to recognize that debates around public development policies, focused on external openness and youth employment, have always existed in both developed and underdeveloped countries. Inspired by all these debates, we were able to develop our hypothesis and, subsequently, an adequate methodology to verify them. This shows a causality between the variables: external openness, employment and qualifying training or public policy. Thus, we will start from the neoclassical economic theory that relates production, capital, and employment to develop our econometric model. We, therefore, found that it is appropriate to use VAR (value at risk) modeling to analyze the interrelationship between the variables: open access, human capital and employment. The data come from the World Bank, specifically from the "World Development Indicators" , which has earned us a longitudinal sectional study over the period from 1979 to 2014. It uses Word and Excel software to ensure the processing of our data as well as Eviews for the analysis of our data.

In this way, we arrive at the result and the recommendations according to which it is necessary to upgrade the GESP (strategy documents for growth and employment in Cameroon). In their elaboration in August 2009, they were focused on the global economic crisis in providing, among other things, appropriate responses to the problems raised by the so-called crisis. This has also placed growth and employment in Cameroon at the center of their actions. To this end, the integration of young people should start from public policies according to the sectors of news and concerns of the jobs of subcontracting and the jobs of transition. It insists on the formations qualifying and, in the long run, the auto employment of the young people.

Keywords: Publics policies, VAR modelisation, Job qualification training, opening, human capital, recommendation

Résumé

L'étude cerne les politiques publiques d'ouverture extérieures, qui ont un lien avec l'emploi jeune et partant le capital humain ou les formations qualifiantes.

De cet objectif, nous montrons une causalité entre les variables : l'ouverture extérieure, l'emploi et la formation qualifiante ou la politique publique. Ainsi, on partira de la théorie économique néoclassique qui met en relation la production, le capital, et l'emploi pour élaborer notre modèle économétrique. Nous avons ainsi jugé adéquat d'utiliser la modélisation VAR (de l'anglais **value at risk**, mot à mot : « valeur à risque », ou « valeur en jeu ») (value at risk) pour analyser l'interrelation entre les variables susmentionnées. Les données proviennent de la banque mondiale, plus précisément du «World Development Indicators », Une étude en coupe longitudinale sur la période allant de 1979 à 2014 a été utilisée, permettant ainsi l'usage des logiciels Word et Excel pour s'assurer le traitement de nos données aussi bien que Eviews pour l'analyse de nos données.

De cette manière, on arrive au résultat et aux recommandations selon lesquels il faut revaloriser le DSCE (documents de stratégies pour la croissance et l'emploi au Cameroun) qui, dans leur élaboration en Août 2009, se sont appesantis sur la crise économique mondiale en y apportant entre autres des réponses appropriées aux problèmes soulevés par la dite crise et qui ont aussi placé la croissance et l'emploi au Cameroun, au centre de leurs actions. A cet effet, l'insertion des jeunes devrait partir des politiques publiques suivant les secteurs d'actualité et concerner les emplois de sous-traitances, les emplois de transition insistant sur les formations qualifiantes et à la longue, l'auto emploi des jeunes.

Mots-clés : Politiques publiques, modélisation VAR, emploi, formation qualifiante, ouverture extérieure, capital humain, recommandation, causalité

Introduction

De nos jours, l'emploi est une préoccupation fondamentale partout dans le monde. Pour les responsables des politiques publiques de développement, le monde de l'entreprise et les milliards d'hommes et de femmes qui s'efforcent de pourvoir aux besoins de leurs familles, l'emploi est indispensable. Alors que le monde se bat pour sortir de la crise mondiale, quelques 200 millions de personnes, dont 75 millions ont moins de 25 ans, sont au chômage. Des millions d'autres, pour la plupart des femmes et les jeunes, n'appartiennent même pas au

monde du travail. Cette situation prévaut principalement en Asie et en Afrique Subsaharienne et implique des efforts colossaux en matière d'emploi.

En effet, l'emploi des jeunes continue à être au cœur de l'actualité internationale et des préoccupations des politiques de développement, tant dans les pays du Nord que dans les pays du Sud.

Les chiffres présentés à l'occasion du colloque « Evolution du marché international du travail, impacts des exclusions paysannes » organisé le mardi 16 octobre 2012 à Paris par AFD, le conseil économique, social et environnemental, le CIRAD et le GRET, avec le soutien de l'Académie d'Agriculture, sont les suivants : 3,3 milliards d'emplois formels ou informels devraient être créés à l'horizon 2050 pour permettre à l'ensemble des actifs d'être inclus dans l'économie. En Afrique Subsaharienne, ce sont 330 millions de jeunes qui arriveront sur le marché du travail dans les quinze prochaines années, ce qui est alarmant car ces constats nous poussent à rechercher des solutions innovantes à travers les secteurs d'emplois d'actualité pour relever le défi. C'est le cas au Cameroun de la téléphonie mobile dont les Smart phones constituent les véritables portefeuilles électroniques avec les points services ORANGE, MTN, EXPRESS UNION, pour le micro financement de proximité, des PME agricoles et des lycées agricoles du MINADER, qui mettent un accent particulier sur le développement de l'agriculture de chaîne des valeurs, allant de la production à la transformation jusqu'à la commercialisation des produits finis, des TIC, à travers la télédétection, mènent des procédures de transformation des produits agricoles dans les filières : manioc, maïs, sorgho, pomme de terre, banane-plantain etc... Ces secteurs d'emplois d'actualité présentent les démarches d'acteurs publics ou privés visant à mettre en place des dispositifs de formation innovants et inclusifs, permettant de délivrer une offre de formation souple et adaptée aux besoins du tissu économique local et facilitant le passage vers l'emploi. C'est ce que fait le MINEFOP à travers les diplômes de qualification professionnelle suivant les filières industrielles et commerciales. D'autres approches se sont spécifiquement intéressées à l'accompagnement des jeunes dans leur processus d'insertion, c'est le cas des banques de proximité comme l'ACEP, les COOPEC, qui ; à partir de l'action combinée de téléphonie mobile ; accompagnent les jeunes porteurs des projets.

L'appui à l'entrepreneuriat apparaît enfin comme crucial dans un contexte où les économies ne sont plus en mesure d'offrir des opportunités d'emplois décentes aux jeunes qui se portent chaque année sur le marché du travail. C'est le cas au Cameroun de la démarche de la société de services de formations insérant : le FNE (Fonds National de l'Emploi) qui constitue un exemple réussi de partenariat public-privé au Cameroun, offrant aux jeunes issus de milieux défavorisés l'accès à des formations de qualité débouchant sur l'emploi. Ceci rapproche ainsi la société de service de formations d'insertion : Gram Tarant en Inde. Plusieurs outils et approches de l'Organisation Internationale du travail

(OIT) peuvent être cités consistant à intégrer la formation à l'entrepreneuriat aux programmes de l'enseignement national comme le cas du système LMD au Cameroun qui intègre l'entrepreneuriat aussi bien dans les programmes du secondaire que du supérieur au Cameroun.

L'expérience des projets CEDRES, AGROPME, CATI vont également dans le sens de l'accompagnement des jeunes entrepreneurs, tout cela dans une logique d'interface entre les jeunes, les institutions, les centres de formation professionnelle et les opérateurs économiques, qui ont développé une offre de services intégrée visant à faciliter le parcours d'insertion du jeune. C'est ce que résume la quatrième conférence annuelle organisée par *Making Cents International* sur le thème « l'Etat de l'art sur le développement de l'entrepreneuriat et de l'emploi des jeunes » en septembre 2010.

Les économies des pays africains sous ajustement structurel en général et celle du Cameroun en particulier ont longuement souffert des programmes austères qui leurs ont été infligés pour un retour aux équilibres macroéconomiques fondamentaux. La tentative au retour à l'ordre des équilibres macroéconomiques sur près de trois décennies ont eu des conséquences néfastes sur le développement des secteurs jugés peu productifs (du moins à court terme) et notamment la santé et l'éducation. En outre, sur le marché du travail camerounais, les conséquences de la crise économique des années 80 ont été désastreuses au sein de la population scolarisée. D'une part, elle a conduit à des pertes d'emplois avec notamment la faillite de nombreuses entreprises publiques, parapubliques et privées, les licenciements dus aux privatisations et aux restructurations des entreprises publiques et parapubliques ou aux baisses d'activités dans les autres secteurs et les déflations du personnel dans la fonction publique. D'autre part, cette crise économique a contribué à la fermeture des portes du marché du travail aux jeunes avec la réduction des recrutements autant dans la fonction publique que dans les entreprises privées. En ce qui concerne un état des lieux au Cameroun, le problème majeur aujourd'hui est celui de la faiblesse de la performance économique depuis la moitié des années 80.

Dans sa déclaration de politique nationale de l'emploi, le gouvernement a décidé de faire désormais de l'emploi un axe central de sa politique de développement. C'est le cas du plan triennal jeune 2016. Le gouvernement l'intègre en conséquence comme un des trois axes stratégiques dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), considérant ainsi l'emploi non seulement comme un résultat de la croissance économique mais aussi et surtout comme un facteur inducteur de cette croissance et accélérateur du recul de la pauvreté. Il adresse en conséquence la question de l'emploi dans le DSCE sous trois angles fondamentaux à savoir : l'accroissement de l'offre d'emplois décents, la mise en adéquation de la demande d'emploi et l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi.

Problématique et question de recherche

Malgré les différentes politiques publiques de développement d'insertion Abderraouf (2009), la situation des populations, et plus particulièrement des jeunes sur le marché du travail, n'est guère reluisante. Les autorités reconnaissent une difficile insertion professionnelle des jeunes dans le marché de l'emploi Arrow (1973), en raison d'une série de facteurs comprenant une faible capacité de l'économie à générer des emplois et une insuffisance de mesures cohérentes et concertées de l'ensemble des acteurs socioéconomiques dans la lutte contre le chômage et le sous-emploi. S'y ajoutent une demande d'emploi supérieure à l'offre, le manque de qualification professionnelle dans les secteurs porteurs et le manque d'expérience professionnelle avérée Azariadis (1975).

Dans son ouvrage *Histoire d'une Entreprise*, Thierry Verstraet (2003), déclare que « l'entrepreneuriat est un phénomène combinant l'individu et une organisation...son action induit du changement et conduit à une modification partielle de l'ordre existant », (Thierry Verstraet, 2003, p.XX). Pour le directeur du centre des écoles des métiers de Lyon en France Michel Coster (2002) a déclaré que, « l'entrepreneuriat correspond à la création des richesses économiques et sociales, à partir de l'initiative, l'imagination, la volonté d'une personne qui réussit à développer une activité à partir des ressources existantes ».

Dans l'esprit de l'«innovation sectorielle à la croisée des regards», le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), le GRET, l'ESSOR en 2008 ont fait le choix de se constituer en consortium pour mener un programme commun de « formation professionnelle, accompagnement vers l'emploi et l'insertion », laissant ainsi dire qu'en matière d'emploi jeune la formation occupe une place de choix suivant les secteurs d'emploi d'actualité.

Question de recherche

Au regard des observations ci-dessus, il est important et même crucial de se poser la question suivante : quels liens existent-ils entre les politiques publiques cas de l'ouverture extérieure et l'emploi jeune? Autrement dit, dans les conditions décrites ci-dessus, que peuvent faire les jeunes ? Que peut-on leur offrir ? Ce sont des questions devant conduire aux objectifs ci-après :

Objectifs de l'étude

L'objectif global de notre étude est d'analyser le lien entre l'ouverture extérieure, les formations qualifiantes et l'emploi jeune. De cet objectif global découle les objectifs spécifiques suivants :

- Vérifier que l'ouverture extérieure (en termes de formations qualifiantes) a un lien avec l'emploi jeune.

- Vérifier que l'emploi jeune a un lien avec les formations qualifiantes (en termes d'ouverture extérieure).

HYPOTHESE DE RECHERCHE

Nous retiendrons dans le cadre de cette étude l'hypothèse principale suivante :

H1 : Les politiques publiques d'ouverture extérieure ont un lien avec l'emploi jeune et partant, les formations qualifiantes

Interêt De L'étude

L'intérêt de notre étude se situe à trois niveaux : au niveau théorique, au niveau pratique et au niveau de la politique économique.

Au niveau théorique, il est important de reconnaître que les débats autour des politiques publiques de développement axées sur l'ouverture extérieure et l'emploi jeune, ont toujours existé tant dans les pays développés que dans les pays en développement. S'inspirant de tous ces débats, nous avons pu élaborer notre hypothèse et par la suite une méthodologie adéquate permettant de les vérifier.

Au niveau pratique, cette étude se présente comme un complément remarquable dans l'analyse de la causalité entre les variables. En effet, en déterminant l'interrelation qui découle des politiques publiques d'ouverture, cela aidera les décideurs politiques à mieux orienter leur politique d'emploi afin d'atteindre dans un avenir beaucoup plus proche les objectifs d'emploi fixés dans le DSCE et ceux des OMD.

Delimitation De L'étude

Tout travail scientifique doit être limité dans le temps et dans l'espace. Dans le temps, nous avons pris la période allant de 1979 jusqu'à 2014, et dans l'espace, nous avons retenu le Cameroun étant donné son poids dans la zone CEMAC. Toutefois, nous avons au passage évoqué des expériences ayant fait leur preuve dans le monde et pouvant mieux inspirer les décideurs camerounais et autres.

Plan de travail

Après cette introduction générale qui a permis de justifier le contexte de l'étude et la problématique, la définition des objectifs et l'hypothèse de l'étude. La suite de l'article est organisée comme suit :

Nous présenterons une vue sélective des travaux théoriques et empiriques ayant porté sur la causalité entre les variables suivantes : l'ouverture, la formation qualifiante et l'emploi. Pour traiter la démarche méthodologique construite pour mener à bien cette étude. Les résultats auxquels cette démarche a permis d'aboutir sont présentés et discutés.

Enfin, les principaux enseignements issus de ce travail ainsi que les recommandations pour guider quelques actions futures font l'objet de la conclusion

Revue de la littérature et définition des concepts

Cette partie présente succinctement les principales théories explicatives du marché du travail. L'objectif n'est pas d'exposer chacune des théories en détail, mais de démontrer que sur le marché du travail, l'emploi ou le chômage ne peut pas être expliqué par une seule approche. Nous le ferons en nous appuyant sur quelques rappels analytiques.

Tout d'abord, nous clarifierons les concepts clés de notre travail. Par la suite, on présentera dans un premier temps l'analyse classique et néoclassique du marché du travail qui attribue le chômage au dysfonctionnement du marché du travail. Puis dans un second temps, la vision keynésienne qui impute le chômage à une insuffisance de la demande effective. On abordera aussi la thèse marxiste et les nouvelles théories du marché du travail, pour enfin clore par une synthèse des travaux empiriques relativement liés aux notions d'ouverture extérieure, de capital humain et d'emploi.

Clarification des concepts

Capital humain en termes de la formation qualifiante

Depuis de nombreuses années, le salarié prend une place de plus en plus importante tant au sein de l'entreprise qu'au sein de la société, suscitant déjà pour certains économistes de la pensée économique à s'intéresser sur la notion de capital humain ou de formation qualifiante.

Adam Smith (1776), le père des sciences économiques, écrit déjà que le capital humain d'une nation est constitué des talents acquis et utiles des populations vivantes dans la société. Ainsi définit, Smith place la notion de compétences de la main d'œuvre au centre des préoccupations des économistes et présente dès lors la main d'œuvre d'une nation comme étant un de ses atouts concurrentiels le plus important. Presque deux siècles après sa disparition, le concept de capital humain refait surface et se diffuse par l'impulsion d'économistes américains.

Théodore Schultz (1961), économiste américain, appréhende le capital humain d'une manière à influencer les recherches postérieurement effectuées. En effet, pour ce précurseur de la théorie du capital humain, l'éducation constitue le pivot central de la formation du capital humain. Il incorpore dans l'éducation la formation initiale (scolaire et universitaire), la formation continue et les apprentissages informels qu'acquiert un individu. Il met l'accent sur le fait qu'un individu mieux éduqué est plus apte à prendre des

décisions tout en tenant compte de l'information disponible et peut aussi facilement s'adapter au changement.

Gary Becker (1965), à la suite de Schultz, approfondit le concept de capital humain et le vulgarise. Il obtient d'ailleurs en 1992 un Prix Nobel d'économie pour son développement de la théorie du capital humain. Becker aborde l'éducation dans un sens plus large du terme, c'est-à-dire, tout ce qui développe les aptitudes et les connaissances. Ainsi donc, dans la notion du capital humain, il inclue les investissements effectués dans les études et la formation, mais plus largement dans les soins médicaux ou de santé, la recherche d'information, l'accumulation des connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire, des compétences et d'expériences accumulées ayant pour effet de rendre les emplois plus productifs et rémunérateurs.

Dans sa théorie des capacités, Amartya Sen (1981) élargit la théorie du capital humain. Il perçoit l'éducation au pouvoir que possède tout individu à agir sur sa propre vie. Selon Sen, la théorie des capacités paraît la plus adaptée à l'économie de développement que les théories de l'éducation existantes fondées sur l'investissement en capital humain, et le fonctionnement du marché du travail. En effet, elle valorise le bien-être et les avantages qu'un individu retire par ses capacités à effectuer des tâches qu'il juge plus bénéfiques à son égard et lui permettra d'être une meilleure personne.

Dans le *Rapport National sur le Développement Humain 2013 au Cameroun*, le concept de capital humain est analysé et appréhendé sous le même angle que Schultz et Becker, c'est-à-dire comme l'ensemble des aptitudes ou capacités, talents, qualifications, expériences accumulées par un individu qui déterminent en partie son aptitude à travailler ou à produire pour lui-même ou pour les autres. Le capital humain, suivant le *Rapport*, est une combinaison des trois dimensions à savoir : l'éducation, la santé et les autres aspects tels que les mouvements migratoires et la culture.

L'emploi

Le dernier quart du XX^{ème} siècle a été marqué par une prépondérance du chômage tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Toutefois, dans ces derniers, le chômage des jeunes présente la prévalence la plus ambiante et reste la préoccupation majeure des pouvoirs publics. Ce chômage répété suscite des interrogations sur la notion d'emploi.

Au plan international, des institutions ont pris en charge l'harmonisation des concepts ; pour l'emploi et le chômage, c'est l'Organisation Internationale du Travail (OIT) qui a eu le rôle central. Ce sont les définitions au sens du Bureau International du Travail (BIT) qui se sont progressivement imposées.

Selon le BIT (1982), l'emploi (ou population active occupée du moment) comprend toutes les personnes ayant travaillé au moins une heure au

cours de la période de référence, plus les personnes n'ayant pas travaillé mais ayant gardé un lien formel avec leur emploi. Le chômage comprend les personnes sans travail (non pourvues d'un emploi, tel que défini ci-dessus), disponibles pour travailler durant la période de référence, et à la recherche d'un travail, c'est-à-dire ayant pris des dispositions pour chercher un emploi au cours d'une période récente spécifiée.

Au niveau macroéconomique, le BIT appréhende l'emploi comme un ensemble de travail fourni dans une économie par toute la population active. Le fonctionnement et la situation du marché du travail national ou local peuvent être évalués au moyen de taux d'emploi et du taux de chômage.

Partant de ces définitions, Harribey (1998) réprecise la notion d'emploi. Il le définit comme étant un cadre institutionnel, défini par la loi (à ce moment-là, il s'agira d'un cadre juridique) ou la coutume, dans lequel s'exerce un travail salarié ou indépendant, engendré soit par le secteur marchand soit par le secteur qualitatif mais qui possède un correspondant quantitatif lorsqu'on parle du nombre d'emplois. Il faut alors entendre par emploi le nombre de cas relevant d'un cadre institutionnel donné, salarié ou non salarié, ou les deux réunis.

Plus récemment, la Banque Mondiale dans son *rapport sur le développement dans le monde 2013 en abrégé Emplois* définit l'emploi comme étant « la pierre angulaire » de tout processus de développement économique et social. L'emploi selon ce même rapport représente l'ensemble du travail qu'effectue les êtres humains et qui leur permet de sortir de la pauvreté et d'améliorer leur condition de vie.

L'ouverture extérieure en termes de politiques publiques

Selon Keesing (1967), la notion d'ouverture signifie « l'attention constante et délibérée pour orienter l'industrie et le commerce extérieur vers l'étranger ». Autrement dit, il s'agit d'un choix politique qui repose sur une stratégie dite extravertie ou orienté vers l'extérieur.

L'ouverture extérieure peut aussi s'appréhender par référence au critère d'investissement direct étranger dans la mesure où un pays extraverti, doté d'une main d'œuvre qualifiée, peut être une source d'attraction des firmes étrangères contrairement à un pays quasiment orienté vers le marché local.

Par ailleurs, l'identification de l'ouverture peut se faire par référence à la politique de protection ou d'incitation, ainsi, une stratégie d'ouverture va de pair avec une protection et une libéralisation des importations.

En résumé, on peut dire qu'une stratégie d'ouverture peut être source de développement des flux des échanges , notamment les exportations, et permet un accès relativement facile à la technologie, à l'investissement et aux capitaux étrangers.

Revue theorique : considerations theoriques autour de l'emploi et du capital humain

Comme toute analyse économique du marché, celle du marché du travail présente en effet deux aspects : prix et quantité. La dimension prix concerne plus spécialement la détermination du salaire et la dimension quantité davantage le volume de l'emploi, et donc de chômage.

Salaire et emploi sont deux problèmes fondamentaux que non seulement l'actualité met au premier plan des préoccupations des acteurs économiques mais aussi que l'histoire de la pensée économique a toujours placé au cœur de ses problématiques. Ainsi donc, nous présenterons les principales théories du marché du travail qui reposent sur différentes approches : classique, néoclassique, keynésien, néokeynésien et marxiste. Ces approches déboucheront sur la théorie du capital humain et ses prolongements.

L'approche classique du marché du travail et du chômage

L'analyse classique se fonde en effet sur la thèse libérale du « laisser-faire » qui prône la non intervention de l'Etat dans la sphère économique. Selon l'optique classique, le chômage est la conséquence d'un dysfonctionnement du marché du travail. En effet, sur le marché du travail, l'offre globale de travail et la demande globale de travail traduisent les volontés individuelles des offreurs (qui sont des individus qui vendent leur main d'œuvre contre réception d'un salaire) et des demandeurs (qui sont ceux qui achètent la main d'œuvre par le paiement d'un salaire, il s'agit des entreprises). Ainsi, le prix du travail correspond au salaire versé par les entreprises aux employés. Ce prix est établi à un niveau plus ou moins élevé en fonction du comportement des offreurs et des demandeurs.

Suivant toujours l'analyse classique, le marché du travail ne saurait pas être en déséquilibre puisque les mécanismes du marché conduisent inéluctablement à l'équilibre. Ainsi, si le marché du travail fonctionne bien, les offres de travail et les demandes de travail s'ajustent toujours. Et on peut parler dans ce cas de plein-emploi dans la logique classique. Autrement dit, il ne peut y avoir de chômage autre qu'un chômage volontaire qui traduit simplement le fait que certains salariés refusent de travailler au taux de salaire en vigueur sur le marché. Dans la théorie classique, le chômage involontaire n'existe pas. En effet, dès que le chômage est constaté, une modulation du salaire horaire assure le réemploi des chômeurs puisque selon la théorie classique, les salaires sont flexibles. Donc, une réduction des salaires permet aux entreprises d'employer davantage de travailleurs, d'augmenter le niveau de production et par ricochet le niveau d'emploi. Les seuls à rester chômeurs sont ceux qui ne sont pas disposés à travailler pour les salaires réduits.

Jean Baptiste Say (1803) est d'ailleurs l'un des tenants de la théorie classique qui démontre déjà l'équilibre sur le marché du travail et de biens à

travers sa fameuse loi des débouchés : « l'offre crée sa propre demande ». En effet, selon Say, les revenus issus de la production de certaines marchandises sont utilisés par les consommateurs pour acheter les marchandises produites par d'autres. Etant donné que tout le monde présente le besoin d'acheter des marchandises, chacun cherche à produire des marchandises pour retirer de revenus et peut ainsi acheter les marchandises produites. Grâce à ce mécanisme, marchandises et revenus créent nécessairement un équilibre perpétuel.

Methodologie de l'étude et recommandations

Cette partie a pour objectif de présenter la méthodologie nécessaire pour conduire notre approche économétrique. Nous partirons de la théorie économique néoclassique qui met en relation la production, le capital et l'emploi pour élaborer notre modèle économétrique. Ainsi, nous avons jugé adéquat d'utiliser la modélisation VAR pour analyser l'interrelation entre les variables. De la même manière, il s'agit pour nous de présenter dans cette partie les différentes sections qui nous permettront de faire une brève description de notre modèle. A cet effet, nous indiquerons les sources de nos données, présenterons nos variables, spécifierons notre modèle économétrique, et enfin nous présenterons les différents tests statistiques et de causalités à utiliser.

Nature Et Sources De Donnees

Nous avons mobilisé à la suite de notre revue de la littérature les données de source secondaire pour la présente étude. Ces données proviennent de la Banque Mondiale, plus précisément du « World Development Indicator ».

Nous avons fait une étude en coupe longitudinale sur la période allant de 1979 à 2014. Pour mener à bien notre étude, nous avons utilisé commutativement les logiciels tels que Word et Excel pour s'assurer du traitement de nos données et Eviews pour l'analyse de nos données.

Modele Econometrique

Tableau d'abréviation des variables

Avant toute construction méthodologique, nous croyons judicieux de présenter tout d'abord dans un tableau la synthèse des différentes variables retenues dans le cadre de notre étude

Tableau 1. *Abréviations des variables*

Abréviations	Variables
LOUV _t	Logarithme de l'ouverture extérieure mesuré par les flux d'exportations et d'importations de biens et services sur PIB
LKH _t	Logarithme du capital humain mesuré par la population scolarisée du niveau d'éducation secondaire
LEMP _t	Logarithme de l'emploi mesuré par le volume d'emploi
LINF _t	Logarithme du taux d'inflation
LTIIB _t	Logarithme de volume des investissements intérieurs bruts

Modèle à estimer

Notre modèle se base sur la théorie économique néoclassique de Solow-Swan (1950) qui établit une relation entre la production (Y), l'emploi (L) et le capital (K).

$$Y = f(K, L)$$

Le capital humain (KH) est inclus dans cette fonction car il peut être un alternatif à l'amélioration technologique et peut induire la croissance et l'emploi en l'absence des progrès techniques (Lucas, 1988). Introduire l'investissement (TIIB) est aussi important car il est déterminant pour la relance de la production, de l'éducation, la qualification du capital humain et par conséquent du niveau de l'emploi (Barro & Sala-i-Martin, 1995). En considérant l'idée selon laquelle aucun pays à l'ère de la mondialisation ne saurait pas vivre en autarcie, nous introduisons dans notre modèle la variable ouverture extérieure (OUV). Williams Phillips (1958) montre à travers sa fameuse courbe de Phillips qu'il existe une corrélation négative entre l'inflation et le chômage, nous incitant à cet effet à introduire dans notre modèle le taux d'inflation (INF). L'emploi dans ce modèle de base sera maintenu et sera mesuré par le volume d'emploi (EMP).

Ainsi donc, en partant de l'équation formulée plus haut, nous allons spécifier une modélisation quant à notre étude. Puisque notre objectif vise à analyser la relation entre l'ouverture et le capital humain, tout en établissant le lien avec l'emploi, nous remplacerons la variable Y par l'emploi (EMP). K sera pris comme le capital humain (KH). Dès lors, le modèle économétrique à estimer sera donc sous la forme :

$$EMP = f(KH, OUV, INF, TIIB)$$

Toutefois, nous récrivons notre modèle sous la forme logarithmique. Car, l'un des avantages de l'utilisation de la forme logarithmique est qu'elle permet de :

- minimiser l'influence des effets du temps sur la série ;
- réduire le nombre d'étapes pour aboutir à une série stationnaire ;
- interpréter les coefficients en élasticité ce qui nous facilite l'analyse économique à savoir l'impact d'un taux de variation de la

variable explicative de 1% sur le taux de variation de la variable expliquée donnée.

Ainsi, nous avons en définitive : LEMP = f (LKH, LOUV, LINF, LTIIB).

Afin de mieux cerner le lien causal existant entre les différentes variables, la modélisation VAR est la mieux indiquée, car elle présente nombreux avantages : outre le fait qu'elle résout le problème d'endogénéité potentielle des variables inhérentes aux modèles structurels, la modélisation VAR permet aussi d'autres applications différentes telles que des prévisions, des analyses en termes de causalité, des simulations des chocs structurels. Par rapport à d'autres modélisations macro économétriques, le VAR présente l'intérêt d'être plus simple dans sa représentation.

La spécification VAR du modèle est la suivante :

$$\begin{cases} LEMP_t = a_0 + a_1 LEMP_{t-i} + a_2 LKH_t + a_3 LOUV_t + a_4 LTIIB_t + \varepsilon_{1t} & (1) \\ LKH_t = b_0 + b_1 LKH_{t-i} + b_2 LOUV_t + b_3 LEMP_t + b_4 LTIIB_t + \varepsilon_{2t} & (2) \\ LOUV_t = c_0 + c_1 LOUV_{t-i} + c_2 LKH_t + c_3 LEMP_t + c_4 LINF_t + c_5 LTIIB_t + \varepsilon_{3t} & (3) \end{cases}$$

Ici, i est le nombre de retard

Nous effectuerons une investigation empirique en série temporelle.

Présentation des variables

Comme toute modélisation, le VAR comporte deux types de variables : les variables endogènes et les variables exogènes ou les variables expliquées ou explicatives. En principe, chaque variable endogène ou expliquée est encore potentiellement exogène ou explicative. Nous distinguons aussi parmi nos variables, des variables explicatives retardées de t-i période.

Tableau récapitulatif des signes attendus

Tableau 2 . *Signes attendus des variables*

	LOUV _t	LKH _t	LEMP _t	LINF _t	LTIIB _t
LOUV _t		+	+	-	+
LKH _t	+		+		+
LEMP _t	+	+			+
LINF _t	-				
LTIIB _t	+	+	+		

Ensuite, il faudra estimer le modèle VAR en niveau d'ordre p=K+dmax avec dmax l'ordre d'intégration maximale des séries.

Resultats et interpretations

L'objectif principal de notre étude est d'analyser l'interrelation entre l'ouverture extérieure, le capital humain et l'emploi. Pour atteindre ce but, nous avons élaboré les objectifs spécifiques lesquels nous permettront

d'interpréter nos résultats. Nous avons mis en évidence le test de stationnarité au sens du DF et DFA, le test de AIC et autres pour repérer le nombre de retard, l'estimation du modèle VAR et enfin l'étude de causalité selon le test de non causalité de Toda et Yamamoto (1995).

Les résultats de l'étude concernent le retard de prise des décisions des politiques publiques et leurs effets sur les porteurs des projets jeunes. Le cas le plus cité au Cameroun c'est le DSCE (Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi) qui a été fait et refait plusieurs fois à cause de l'inadéquation up-botom et botom-up.

Dans l'étude, nous pallions ce manquement par le recours à l'estimation du modèle VAR (variables at risk) pour la réduction des retards dans la prise des décisions de politiques publiques et par leurs effets sur les porteurs de projets parfois déjà reconvertis ailleurs après que les verdicts d'une politique publique soient rendus.

Resultat et interpretation du test de stationnarite

Résultat du test de stationnarité

Comme nous l'avons dit dans notre méthodologie, l'usage des données temporelles nécessite que la distribution soit constante dans le temps. Compte tenu de l'importance pour la spécialisation du modèle de la propriété de stationnarité et de la présence éventuelle d'une tendance déterministe dans les séries, nous avons effectué le test de stationnarité notamment le test de racine unitaire de Dickey-Fuller (ADF) pour ne tomber dans le cas d'une régression fallacieuse. Ce test prend en compte uniquement la présence d'auto-corrélation dans les séries. Les résultats du test d'ADF pour chaque variable sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3 . Résultats du test de racine unitaire de stationnarité

Variabes	Test	Probabilité	Décision
LEMP	ADF	0,9486	Non stationnaire
LINF	ADF	0,0278**	Stationnaire
LKH	ADF	0,3739	Non stationnaire
LOUV	ADF	0,8419	Non stationnaire
LTIIB	ADF	0,0075***	Stationnaire

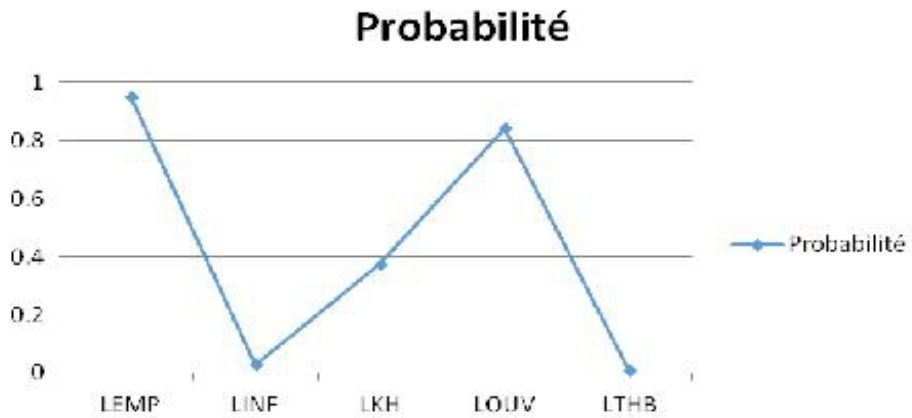
Source : Calculé à partir du logiciel Eviews.

Notes : * indique que la variable est stationnaire à 10% et

** variable stationnaire à 5%

*** variable stationnaire à 1%

Figure 2. Résultats du test de racine unitaire de stationnarité



Source : Elaboré à partir des données du logiciel Eviews.

Notes : * indique que la variable est stationnaire à 10% et

** variable stationnaire à 5%

*** variable stationnaire à 1%

Resultat et interpretation du modele var estime

Choix du nombre de retard

Le tableau ci-dessous nous présente les tests utilisés pour déterminer le nombre de retard à inclure dans l'estimation de notre modèle VAR, (**voir annexe N°XX**).

Tableau 4. *Résultat du test de retard*

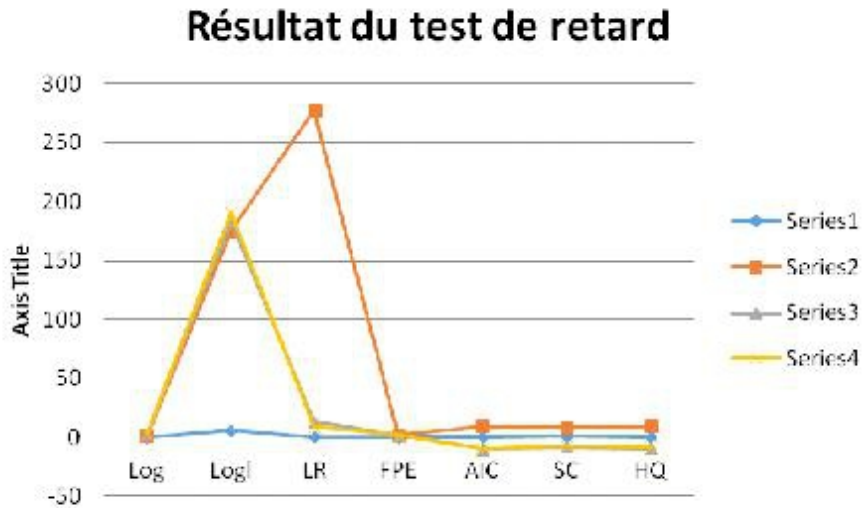
Log	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	5.659039	NA	0.000246	0.202483	0.610621	0.339809
1	174.9841	277.0773*	1.50e-08*	-9.514185*	-8.697909*	-9.239533*
2	183.9819	13.08780	1.55e-08	-9.514056	-8.289641	-9.102078
3	190.9398	8.855448	1.86e-08	-9.390290	-7.757736	-8.840985

Source : Elaboré à partir du logiciel Eviews

* indique le retard optimal en fonction des critères d'information

La figure suivante

Figure 3 : Résultat du test de retard



Source : Elaboré à partir des calculs effectués avec Eviews
 * indique le retard optimal en fonction des critères d'information

Pour chaque critère, le signe * indique le retard optimal retenu. A l'analyse du tableau, selon les critères d'information LR, FPE, Akaike, Schwarz, Hannan-Quinn, un retard ($k=1$) suffit pour modéliser les interrelations entre les différentes variables. Or, d'après l'hypothèse du test de Toda et Yamamoto, il faut alors estimer un modèle VAR (p) comme indiqué dans la formule suivante avec $p = k + d_{max}$, c'est-à-dire $p = 1 + 2$. D'où $p = 3$. En conséquence, nous allons conduire l'inférence causale sur un VAR(3), selon la méthode de Toda et Yamamoto (1995). Seuls les tests d'information d'Akaike (AIC) et Schwarz (SC) sont pris en compte, ce qui nous permettra de procéder à l'estimation de notre modèle présenté ci-dessous.

Résultat du modèle VAR

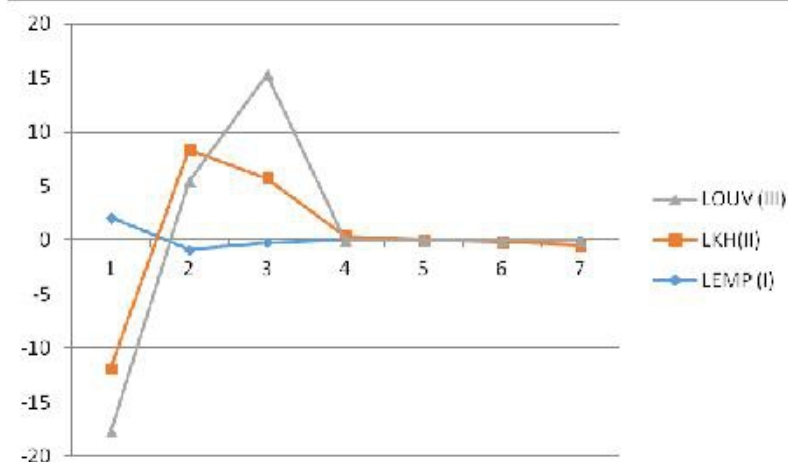
La régression du modèle VAR (3) est présentée dans le tableau ci-dessous. Le premier modèle est celui de l'estimation des variables sur l'emploi, le second est celui de l'ouverture et le dernier celui du capital humain. Le nombre de retard est de 3, ceci à partir des tests effectués plus haut.

	LEMP (I)	LKH (II)	LOUV (III)
LEMP(-1)	2.099797 (0.27586) [7.61171]	-13.94702 (4.77148) [-2.92299]	-5.888002 (4.05758) [-1.45111]
LEMP(-2)	-0.887457 (0.51310) [-1.72961]	9.229087 (8.87475) [1.03993]	-2.933889 (7.54693) [-0.38875]
LEMP(-3)	-0.226663 (0.32899) [-0.68896]	5.941992 (5.69044) [1.04421]	9.611093 (4.83905) [1.98615]
LKH(-1)	0.014818 (0.01316) [1.12637]	0.381182 (0.22755) [1.67515]	-0.396535 (0.19351) [-2.04922]
LKH(-2)	-0.000674 (0.01609) [-0.04188]	0.022619 (0.27834) [0.08127]	-0.055308 (0.23669) [-0.23367]
LKH(-3)	-0.010023 (0.01085) [-0.92371]	-0.165604 (0.18769) [-0.88235]	0.172119 (0.15960) [1.07841]
LOUV(-1)	0.001043 (0.01668) [0.06254]	-0.488188 (0.28859) [-1.69164]	0.392462 (0.24541) [1.59920]
LOUV(-2)	0.002598 (0.01730) [0.15015]	-0.365926 (0.29931) [-1.22256]	-0.128294 (0.25453) [-0.50404]
LOUV(-3)	0.013746 (0.01162) [1.18275]	0.127178 (0.20102) [0.63266]	-0.075141 (0.17094) [-0.43956]
C	0.725662 (0.19257) [3.76838]	-5.015037 (4.14995) [-1.20846]	-4.300503 (3.60048) [-1.19442]
LINF	-0.000721 (0.00114) [-0.63407]	-0.000879 (0.01967) [-0.04468]	0.003854 (0.01673) [0.23037]
LTIIB	-0.010793 (0.00810) [-1.33308]	0.371920 (0.14004) [2.65588]	0.470908 (0.11908) [3.95441]
R-squared	0.998999	0.939243	0.956042
Adj. R-squared	0.998543	0.911627	0.936061
F-statistic	2194.645	34.01002	47.84780

Tableau 5. Estimation du modèle VAR

Source : Elaboré à partir des résultats présentés à l'annexe N°XX

- Le chiffre hors parenthèses représente le coefficient des variables
- Le chiffre entre parenthèses représente l'erreur standard.
- Le chiffre entre crochets représente la valeur de t-student.
- C'est la constante.

Figure 4. *Estimation du modèle VAR*

Source : Elaboré à partir des résultats présentés à l'annexe N°XX

- Le chiffre hors parenthèses représente le coefficient des variables
- Le chiffre entre parenthèses représente l'erreur standard.
- Le chiffre entre crochets représente la valeur de t-student.
- C'est la constante.

Au sujet du retard de prise des décisions des politiques publiques et leurs effets sur les porteurs des projets jeunes dans notre étude l'association entre les variables explicatives et les variables expliquées est bonne. Autrement dit, les variables exogènes expliquent à 99% l'emploi ce qui implique que la significativité globale du modèle est bonne. Les retards d'informations de politique publiques sont ici résolus par la prise en compte du modèle VAR. C'est cela ce qui explique dans l'étude la revalorisation du DSCE et donc les résolutions sont dépassées avant même que les concernés ne prennent en compte l'esprit de la stratégie de politique publique.

Il est ici question du risque des politiques publiques qui, entre leur conception et leur mise en œuvre, accuse un certain nombre de retards corrigé dans l'étude par le modèle VAR. Dans la littérature économique, plusieurs auteurs ont contribué dans ce sens de la gestion du risque. C'est le cas de Richard Cantillon, qui avait mis en évidence l'existence d'un agent économique qu'il qualifia d'entrepreneur, c'est-à-dire celui qui « est disposé à acheter à un prix certain et à vendre à un prix incertain », donc, celui qui fait des prévisions et prend des risques. Un autre auteur à avoir proposé une analyse sérieuse du rôle de l'entrepreneur contemporain de Marx est Thünen (l'Etat isolé, 1850). Gains de l'entrepreneur=profit bruts-(intérêts+salaires management prime d'assurance contre les risques de pertes calculables).

L'entrepreneur touche un revenu en contrepartie des risques qu'aucune compagnie d'assurance ne veut s'ouvrir car ils sont imprévisibles.

L'Entrepreneur a donc légitimement droit à un revenu résiduel risqués et imprévisibles. Frank knight (1885-1972, Risk, uncertainty and profit, 1921) introduit une distinction risque et incertitude ; le risque est une situation où les événements futurs sont prévisibles (possible d'affecter à chaque éventualité une probabilité) et l'incertitude est la situation où rien n'est prévisible.

Modestement, notre contribution dans l'étude vise à réduire les retards de prise de décision des politiques publiques par l'adoption du modèle VAR de réduction des retards (voir estimation du modèle VAR)

Conclusion Et Recommandations

L'attention portée par les Etats sur les stratégies et politiques de développement permettant d'identifier la variable clé sur laquelle un Etat devrait agir pour accélérer la création des richesses, et élever ainsi rapidement le bien-être de sa population, a suscité l'intérêt de cette étude qui a été mené au Cameroun de la période allant de 1979 à 2014. A travers cette étude, nous avons essayé de déterminer la causalité entre l'ouverture extérieure, le capital humain et l'emploi. Les théories classiques, néoclassiques et keynésiennes ont longtemps débattu sur les déterminants de l'emploi qui représente ici la variable centrale de notre étude. A leur suite, ont immergé de nouvelles théories sur le marché du travail toutes issues de la théorie du capital humain. De même, l'étude a démontré que la gestion de risque de crédit est liée, dans le cas étudié, à la réduction du retard de prise de décision de politique publique à travers le modèle VAR estimé.

Recommandations

Nos recommandations seront formulées suivant trois directions : celles liées à l'emploi, celles liées au capital humain et celles liées à l'ouverture extérieure.

Recommandations liées à l'emploi

➤ Bien que notre étude montre que l'emploi cause le capital humain et l'ouverture sur la période étudiée, ces emplois ne suffiront pas pour absorber la demande de travail des jeunes toujours croissante au Cameroun. Dès lors, une attention particulière devrait être accordée à l'auto-emploi.

Recommandations liées capital humain

➤ L'une des explications liées au fait que le capital humain ne cause pas l'emploi est l'inadéquation entre la formation de la main-d'œuvre et les besoins du secteur privé. Une des clés du succès des économies d'Asie de l'Est a été le système de conseils de productivité qui consiste à intégrer les profils de compétences recherchés par les entreprises privés dans les programmes

éducatifs. Pour suivre cet exemple, l'Etat devrait mettre en œuvre une véritable politique de l'emploi qui s'appuie sur la formation professionnelle.

Recommandations liées à l'ouverture extérieure

➤ Bien que le capital humain contribue à l'ouverture extérieure, son niveau reste cependant faible dans la quête d'une augmentation significative de la productivité des emplois. A cet effet, pour assurer sa position dans l'échelle mondiale et encourager l'ouverture extérieure par l'entremise des investisseurs directs étrangers sur son territoire, l'Etat doit mettre en place quelques politiques :

➤ Le premier challenge est la consolidation de l'espace CEMAC en veillant à tirer le maximum des avantages des dispositions des traités en matière de libre circulation des hommes et des biens. A cet effet, le Gouvernement camerounais devrait impulser cette dynamique d'intégration et s'imposer en assumant sans ambages son leadership dans la sous-région.

References:

1. **Abderraouf, M. (2009)**. « Ouverture, capital humain et croissance économique dans la zone MENA (Middle East and North Africa) : application sur les données de panel dynamique.» Université de Sousse, Tunisie.
2. **Arrow, K. J. (1973)**. “Higher education as a filter.” *Journal of Public Economics*, 2 (3), 193-216.
3. **Albert Ondo, O. (1999)**. “ Economie monétaire internationale”, Edition ESTEM.
4. **Azariadis, C. (1975)**. “Implicit Contracts and Underemployment Equilibria”, *Journal of Political Economy*, 83(6), p.1183-1202.
5. **Barro & Sala-I-Martin (1995)**. « Economic growth.» MC. Raw, New York, chap 12. fer
6. **Becker G.(1967)**, “ human capital and the personal distribution of income, an analytical approach” ed.University of Michigan
7. **Barro,R.J. (1989)**, fertility choice in a model of economic growth, *Econometrica*.
8. **Barro, R. & Sala-I-Martin (1995)**. « Technological diffusion, convergence, and growth », NBER Working Paper Series, n°5151, June.
9. **Banque Mondiale (2012)**. « Rapport sur le développement dans le monde 2013.» – Abrégé : Emplois. Washington : Banque mondiale. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0.
10. **Beaud, S. & Pialoux, M. (2003)**. « Violences urbaines, violence sociale, Genèse des nouvelles classes dangereuses », Paris : Fayard.

11. **Benhabib & Spiegel (1994)**. “ the role human capital in economic developmet”. Evidence from aggregate cross-country data, journal of monetary economics, Vol.34, n°32, pp134-173.
12. **Coster M.** (2009), *Entrepreneuriat*, ed. Pearson education, france
13. **Harribey (1998), le developpement durable comme compromis: la modernisation ecologique** ed. Seuil, paris
14. **Krugman, P.R. & Lawrence, Z. (1994)**. “Trade Jobs and Wages”, *Scientfic American*, Avril, pp.44-49.
15. **Laurent, S. (2001)**. « Capital humain, emploi et salaire en Belgique et dans ses régions. », *Reflets et perspectives de la vie économique* 1/2001 (Tome XL), p. 25-36
16. **Lawrence, R.Z. & Slaughter, M.J. (1993)**. “Trade and US Wages : Great Sucking or Small Hiccup?“, *Brooking Papers on Economic Activity : Microeconomics*.Vol.2,pp. 161-226.
17. **Leibenstein (1975)**. « A theory of economic development », *Princeton, university press*.
18. **Lucas R. (1976)**, “Econometric policy evaluation: a critique”, *Carnegie- Rochester conference series on public policy* 1, pp 19-46
19. **Malinvaud, E. (1980)**. « Réexamen de la théorie du chômage », Calmann-Levy.
20. **Smith A.** (1776), *la théorie des sentiments moraux*, ed. seuil, paris
21. **Schultz T.** (1961), *Il n’est de richesse que d’homme ; l’investissement humain et qualité de la croissance...*ed.minuit
22. **Sen A. K.** (1970), *Collective choice and social welfare* ed. North holland
23. **Say J.B.** (1803), *Cours complet d’économie politique, pratique...*ed. Seuil, paris
24. **Verstraete T.** (2012), « *Entrepreneuriat : de la théorie è la pratique* » nouvelle rubrique de la revue de l’entrepreneuriat, 4^e vol. 11